

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1940)

Heft: 964

Artikel: Swiss trade remains active

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-691803>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

et de modifier au gré des circonstances l'instrument de notre sécurité nationale.

Nos autorités, tant civiles que militaires, ne sont pas restées inactives. Une semaine à peine après les événements de Scandinavie, elles ont pris des mesures efficaces pour parer à des méthodes semblables à celles dont le Danemark et la Norvège viennent d'être les victimes. Des instructions détaillées ont été données à la population civile comme aux soldats sur l'attitude qu'ils devraient adopter et les mesures qu'ils devraient prendre en cas d'attaque brusquée contre notre pays. Il s'agit ni plus ni moins d'organiser une véritable levée en masse pour empêcher un agresseur éventuel de commettre ses crimes à la frontière ou à l'intérieur du pays. Il s'agit aussi de proclamer à la face du monde entier que notre gouvernement ne se prêtera jamais à un accommodement quelconque et qu'il ne capitulera pas. Renouvelant leur serment, le Conseil fédéral et le général Guisan ont précisé avec toute la netteté désirale que notre population et nos soldats ne devront jamais accorder le moindre crédit à d'éventuelles informations ou proclamations aux termes desquelles ils auraient renoncé à une lutte, fût-elle désespérée. Voilà qui est claire et net! Voilà qui a suffi pour fortifier la confiance unanime que nous avons dans nos dirigeants civils et dans nos chefs militaires.

Mais point ne suffit de parler et d'affirmer. Il faut agir. Le Conseil fédéral et le Général Guisan ont agi. Ils ont pris des mesures dans le détail desquelles, cela se comprend, il est impossible d'entrer. Il suffira de dire ici ce que chacun a pu observer : partout, dans tous les centres vitaux du pays, des gardes militaires ont été rétablies pour prévenir les entreprises de saboteurs éventuels. Désormais nos soldats ne veillent pas seulement à la frontière, mais sur tout le territoire de la Suisse. Pendant ce temps, un travail d'épuration se poursuit contre certains éléments suspects ou douteux. A cet égard, un pays comme la Suisse qui héberge une importante population étrangère, se doit de redoubler de vigilance. Nous savons que, dans leur grande majorité, nos hôtes respectent scrupuleusement les lois de l'hospitalité. Aussi vivons-nous en bonne harmonie avec eux. Mais, de là à ne point surveiller ceux qui seraient tentés d'abuser de notre confiance, il y a un pas qu'il serait imprudent de franchir.

Ceci nous amène à dire quelques mots d'une affaire très douloureuse qui a provoqué une réprobation unanime dans notre population. Tout récemment, un haut fonctionnaire de l'administration militaire a été arrêté avec quelques complices, pour espionnage. Notre histoire contemporaine ne connaît pas de cas de ce genre. La surprise générale a été d'autant plus grande. Comme ce scandale a éclaté au lendemain même des événements de Scandinavie, l'opinion publique a été amenée tout naturellement à admettre que le sieur Trüb devait être rangé dans la même catégorie que les Kuusinen et les Kuisling, que ces trahisseurs qui ont facilité l'agression de leur patrie et qui ont pactisé avec l'ennemi. Fort heureusement, cette supposition — favorisée d'ailleurs par la manière plus qu'insuffisante dont a été renseignée l'opinion publique — n'est pas exacte. Le sieur Trüb n'a pas travaillé contre son pays. Il n'a pas livré nos secrets militaires ou diplomatiques. En mal d'argent, aux abois, il s'est mis à la solde d'une puissance étrangère qui n'est pas l'un de nos voisins pour travailler contre une autre puissance étrangère. Cela ne diminue d'ailleurs en

rien sa faute. Son forfait reste entier. Il mérite une sanction des plus graves. A n'en pas douter, elle sera prononcée. Toutefois, on a été soulagé d'apprendre que cet espion, très vulgaire malfaiteur, n'est pas l'un des candidats à la direction de ce que l'on appelle la "cinquième colonne."

De tout ceci, nous devons tirer une leçon. Nous savons que nos autorités veillent et qu'elles agissent. Nous constatons qu'elles sont à la hauteur de leur tâche. Nous devons leur accorder toute notre confiance. Elle ne leur est pas disputée. Décidée à se défendre contre tous ses ennemis éventuels, ceux de l'extérieur comme ceux de l'intérieur, s'il y en a, la Suisse a proclamé une fois de plus, par les actes de ses dirigeants, qu'elle défendra en tout état de cause son indépendance. Ainsi, elle prouve ses droits à l'existence, comme tous les peuples qui préfèrent les pires sacrifices à d'illussoires accommodements et dont la règle de vie essentielle est l'honneur national.

Pierre Béguin.

SWISS TRADE REMAINS ACTIVE.

Swiss industry continues to be very active in spite of the war, as exports have reached in value 331 million Swiss francs during the course of the first three months of 1940, which represents an increase of one million francs on the same period last year. Imports amounted to 613.5 million Swiss francs in the first quarter of 1940.

The increase in the import figures is attributed, to a certain extent, to the rise in the cost of raw materials. The wholesale price index shows an advance of 25 per cent. from the end of March, 1939, to the end of last March. Combustibles, which Switzerland is obliged to import to almost the full extent of her requirements, have shown the greatest price advance.

The index of the cost of living stood at 144.8 at the end of March, an advance of 5.5 per cent. since the beginning of the war. From the month of August, 1939, the authorities have taken severe measures to prevent any unjustifiable increase, but it is obvious that a normal rise cannot be prevented consequent upon international events.

The situation of the Swiss franc remains unchanged. In spite of the adverse trade balance, exports of gold are small. Bill circulation remains high but the variations shown are normal. The yield from Federal loans has been uniformly steady and, at the end of the first three months of 1940, stands at a slightly higher level than at the end of 1939. The share index has not varied to any important degree and, at the end of the first quarter, shows a slight advance as compared with the end of 1939.

A short while ago the Swiss Government decreed a series of measures enabling it to obtain the necessary funds to cover mobilisation expenses. These measures included a tax on revenue, deducted at the source, a tax on fortunes, a levy on the exchange equalisation fund, a war-profit tax and a tax on total turnover.

With these new resources the Government will be able to balance its Budget and meet military expenses.